



## SECTEUR PRIVÉ

# Un fonds de garantie de 15 milliards FCFA pour soutenir les PME

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a officiellement lancé hier les guichets du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises (Figa).

D'un montant de 15 milliards FCFA, ce fonds est destiné principalement à assurer l'activité de garantie des prêts auprès des banques et établissements de microfinance. Grâce à ces ressources, le Figa a entre autres vocations de soutenir les projets de création d'entreprise et de l'artisanat, négocier des partenariats avec tout organisme intervenant dans l'appui à la création et au développement des petites et moyennes entreprises, financer les programmes de renforcement des capacités des porteurs de projets et jeunes startups.

Page 5



La coupure du ruban symbolique par le Premier ministre

## RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

# Les acteurs formés aux nouvelles normes d'inscription



Une vue des participants

La Commission nationale électorale indépendante (Cnei) a organisé le 11 janvier à Brazzaville un séminaire de renforcement des capacités des membres des bureaux des différentes commissions administratives de révision extraordinaire des listes électorales de Brazzaville, Kintélé, l'île Mbamou et Ignié.

Les participants ont été édifiés sur le droit du suffrage et l'enrôlement des électeurs. « La nouvelle norme en

matière d'inscription des électeurs devrait vous y aider puisque, désormais, comme sous d'autres cieux et à travers les continents et les nations, le candidat à l'inscription reçoit de la commission un formulaire de demande d'inscription qu'il remplit lui-même et que vous ne faites que contrôler, au vu des pièces justificatives présentées », a rappelé le président de la Cnei, Henri Bouka.

Page 3

## MOBILE MONEY

# Un réseau d'arnaqueurs inquiète les usagers

Depuis plusieurs mois se développe à Brazzaville, un phénomène d'escroquerie dans les transferts d'argent via mobile money. Cette pratique est entretenue par des personnes malintentionnées qui se passent pour des agents marchands des sociétés de téléphonie mobile.

« Ils sont très astucieux et malins au point de

vous rassurer sur la fiabilité de l'opération. Malheureusement, des heures plus tard on réalise que ce n'était qu'une farce. Et, lorsqu'on décide de retourner sur les lieux pour une éventuelle réclamation, on est surpris de trouver le kiosque à l'abandon », a confié Marie-Jeanne Ossadoumena, une des victimes.

Page 5

## PRÉSIDENT DE LA CAF

# Deux candidats en lice pour succéder à Ahmad-Ahmad

La commission de gouvernance de la Confédération africaine de football (CAF) a déclaré, le 6 janvier, éligible deux candidatures pour le poste de président de l'instance suprême du football africain.

Il s'agit notamment du Sénégalais Augustin Emmanuel Senghor (55 ans) et de l'Ivoirien Jacques Bernard Daniel Anouma (69 ans). Ces deux candidats pourraient être rejoints par



Ahmed Yahya

Patrice Tlhopane Motsepe

le Sud-africain, Patrice Tlhopane Motsepe et le Mauritanien Ahmed Yahya dont les dossiers ont été rejetés pour complément d'informations,

en attendant la décision finale qui sera annoncée lors d'une audition prévue le 28 janvier prochain.

Page 11

## Éditorial

### Restauration

Page 2

## DISPARITION

# Pierre Otto Mbongo s'en est allé

Page 6

## ÉDITORIAL

## Restauration

Ce qu'a démontré le séjour à Oyo du président de notre voisine et notre sœur la République démocratique du Congo, Félix Antoine Tshisekedi, est bien le fait que les deux Congo travaillent désormais la main dans la main pour faire en sorte que s'apaisent enfin les conflits dont les peuples de l'Afrique centrale sont aujourd'hui victimes.

Organisé à quelques semaines de la prise de fonctions du chef de l'Etat de la RDC en qualité de président de l'Union africaine ce long et fructueux échange a en effet permis de dresser un tableau aussi clair que précis des problèmes qui devront être résolus au cours des mois à venir dans cette partie du continent. Il a aussi confirmé le fait que Brazzaville et Kinshasa s'emploieront très concrètement à faire du Bassin du Congo une communauté économique structurée, prospère, attirante vers laquelle afflueront les investisseurs.

Cet engagement réciproque a été d'autant plus remarqué dans toutes les grandes capitales du globe qu'il s'affirme avec force dans le moment très particulier où l'humanité se trouve confrontée à une pandémie dont personne ne peut dire quelle sera l'issue même si la distribution de vaccins efficaces s'organise sur les cinq continents. Il prouve que nos deux pays ne cèdent pas à la panique qui a gagné de nombreuses nations – et pas des moindres – en raison des dégâts sociaux, économiques, financiers que génère l'expansion planétaire de la Covid 19. Il prouve également qu'ils s'emploieront à préparer ensemble un avenir plus stable, plus serein, plus positif que le temps pour le moins délétère dans lequel nous vivons présentement.

Il est clair que dans le plan d'action des deux hommes d'Etat qui ont conversé des heures durant à bâtons rompus la restauration de la paix en Centrafrique, au Cameroun, dans l'Est de la République Démocratique du Congo figure en tête des priorités. Et que, par conséquent, tout sera fait dans les mois à venir pour que soit mis fin aux actions meurtrières qui dévastent ces zones, causent la mort de dizaines de milliers de civils sans que la communauté mondiale s'en émeuve réellement, mettent en danger la stabilité de l'Afrique centrale tout entière.

Ce qui est en jeu dans cette affaire n'est pas autre chose que le devenir de l'immense et très riche Bassin du Congo où nous vivons tous. A chacun de nous maintenant d'en prendre conscience et de soutenir avec force les actions à venir des présidents de nos deux Congo.

Les Dépêches de Brazzaville

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Une messe d'action de grâce en faveur de la paix

A l'initiative du Mouvement des jeunes présidentiels (MJP), une messe d'action de grâce en faveur de la paix a été dite le 9 janvier en la Basilique Sainte-Anne à Brazzaville.



Gabriel Oba-Apounou entouré des membres de la coordination du MJP/Adiac

Une occasion pour le MJP d'explorer la grâce de Dieu pour que la paix règne dans le pays lors de la présidentielle de mars prochain. Célébrant la messe, le vicaire général du diocèse de Brazzaville, recteur de la Basilique Sainte-Anne, l'abbé Donatien Bizaboulou, a exhorté la jeunesse congolaise à œuvrer pour la paix, surtout en cette période préélectorale. Invité d'honneur à cette messe, l'ancien ministre de la Jeunesse

et sénateur du Parti congolais du travail, Gabriel Oba-Apounou s'est félicité de cette initiative. Il a encouragé les jeunes à être de véritables artisans et ambassadeurs de la paix dans le pays, dans leurs quartiers et dans leurs cellules familiales respectives.

« La paix est donc pour nous un élément que nous devons tous soutenir et sauvegarder dans le pays. C'est dans la paix que nous pouvons bâtir notre pays et surtout que lorsqu'il s'agit de vous les jeunes,

c'est votre avenir. Votre avenir ne dépend que de la paix. Les jeunes sont pour moi un appât, je suis avec tous les jeunes qui militent pour la paix, l'unité », a-t-il déclaré.

Porté sur les fonts baptismaux le 17 novembre 2020 à Brazzaville, le MJP est dirigé par Donald Mobobola. Le mouvement s'est engagé à accompagner et à défendre les valeurs de paix, de vivre ensemble, de cohésion et du patriotisme.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

## Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngonou /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Ely Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## LISTES ÉLECTORALES

# Les acteurs formés aux nouvelles normes d'inscription

La Commission nationale électorale indépendante (Cnei) a organisé le 11 janvier un séminaire de renforcement des capacités des membres des bureaux des différentes commissions administratives de révision extraordinaire des listes électorales de Brazzaville, Kintélé, l'Ile Mbamou et Ignyé.



Les participants à la formation/Adiac

Réunis à l'hôtel de ville de Brazzaville, les participants ont suivi deux communications. La première sur le « Droit du suffrage : conditions de son exercice », dé-

veloppée par le président de la Cnei, Henri Bouka, qui a insisté sur l'existence de la révision extraordinaire des listes électorales et les opérations sous-jacentes. La se-

conde communication faite par le préfet directeur général des Affaires électorales, Antoine Evoundou, a porté sur « l'enrôlement des électeurs ». Le but étant la mise

à jour des listes électorales en vue de l'élection présidentielle de mars prochain.

Le préfet du département de Brazzaville, Pierre Cébert Iboko-Onanga, a rappelé aux participants que la réussite d'un processus électoral dépend dans une large mesure du succès des opérations préélectorales. Parmi celles-ci, il a cité l'activité relative à la révision des listes électorales.

Insistant de son côté sur la responsabilité des différents acteurs, le président de la Cnei a déclaré qu'en matière d'élection politique, au suffrage universel direct ou référendum, la liste électorale est le document essentiel sans l'établissement duquel il n'y a point de vote. Selon Henri Bouka, la part de responsabilité des membres des bureaux des commissions dans la préparation de l'élection présidentielle à venir est immense d'autant plus qu'ils doivent tout mettre en œuvre pour la tenue d'une élection transparente, juste et sincère.

« La nouvelle norme en matière d'inscription des électeurs devrait vous y aider puisque, désormais, comme sous d'autres cieux

et à travers les continents et les nations, le candidat à l'inscription reçoit de la commission un formulaire de demande d'inscription qu'il remplit lui-même et que vous ne faites que contrôler, au vu des pièces justificatives présentées », a-t-il rappelé.

Parmi les membres des commissions formés, il y a ceux qui vont dresser les listes électorales spécialisées des agents de la force publique. Une première expérience dans le pays, d'après Henri Bouka, qui attend d'eux beaucoup de professionnalisme, de sérieux et d'esprit de responsabilité face à l'immensité de la tâche. « La nouvelle norme en matière d'inscription vous aidera à faire vite et bien », a-t-il rassuré.

La commission constituée, a-t-il dit, un organe collégial composé de manière paritaire. Ainsi, personne n'est le mandataire de l'instance ou de l'organe qui l'a proposé, a précisé le président de la Cnei. Pour lui, la loi reste le seul maître de leur action ainsi que les autres textes subséquents dûment applicables en matière d'établissement des listes électorales.

Parfait Wilfried Douniama

## LITTÉRATURE

## Francis Mpoussa signe : « Quand le Congo s'éveillera, le pacte de l'héritage avec Denis Sassou N'Guesso »

« Quand le Congo s'éveillera, le pacte de l'héritage avec Denis Sassou N'Guesso » vient de paraître aux éditions L'Harmattan. Cet ouvrage d'une centaine de pages est un plaidoyer de l'auteur auprès des populations congolaises, de la classe politique et de la société civile à conclure un contrat avec le Chef de l'État, en vue de s'associer à sa vision globale du pays pour les vingt prochaines années. L'auteur du livre, Francis Mpoussa, s'est prêté aux questions du journal « Les Dépêches de Brazzaville ».

**Les Dépêches de Brazzaville : Aviez-vous déjà mis sur le marché du livre congolais un ouvrage ?**

**Francis Mpoussa :** Non, je suis à mon premier livre.

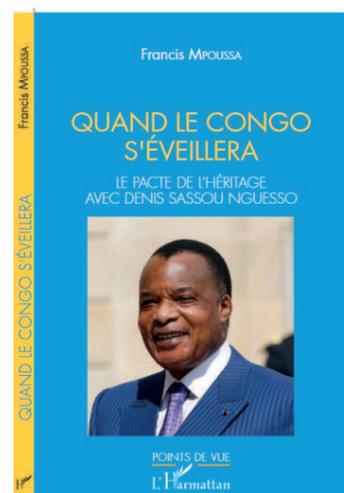
**LDB : Qu'est-ce qui a sous-tendu votre motivation pour sa rédaction ?**

**F.M :** J'estime que les politiques ne devraient pas agir en fonction de leurs égos. A cet effet, les problèmes de l'Afrique, en général et du Congo, en particulier devraient se résoudre au « Mbongui », parce que la démocratie à l'occidental n'est toujours pas l'apanage de tous les peuples du monde. J'ai voulu m'exprimer sur certains sujets auxquels je pense que les po-

litiques les abordent avec peu de franchise. Je lance le débat sur plusieurs thématiques dont le tribalisme et l'exercice politique de 1950 à jours. Ainsi, je fais surtout un plaidoyer et invite notamment les politiques y compris les femmes et les hommes de bonne volonté à mettre de côté la comptabilité du bien et du mal pour définir ensemble le Congo des vingt prochaines années à travers un Nouvel ordre national.

**LDB : Avez-vous le sentiment d'être compris par des Congolais ?**

**F.M :** Comme je l'ai dit, c'est un plaidoyer, les Congolais comprendront si les relais que sont les médias, les politiques,



les hommes d'église, les chefs traditionnels, les femmes et les hommes de bonne volonté réalisent à travers les problématiques soulevées que nous devons désirer et aspirer à placer le pays sur les rails du leadership africain et que le seul opposant que l'on puisse avoir quel que soit le régime, c'est le « Copier-Coller » d'ailleurs. J'insiste et j'interpelle les Congolais à taire leurs divisions et leurs rancœurs pour persuader le

chef de l'Etat à s'engager dans une sorte de « Pacte » pour les générations futures.

**LDB : Etes-vous un homme politique ou un acteur de la société civile ?**

**F.M :** Diplômé en informatique de gestion. J'ai servi tour à tour dans les entreprises privées, publiques et organisations non gouvernementales. J'ai été membre fondateur et secrétaire général de l'Action pour une nouvelle citoyenneté et membre de la Renaissance de la Jeunesse congolaise. Je suis un politique passif et un acteur actif de la société civile.

**LDB : Quel ouvrage du Chef de l'Etat aviez-vous déjà lu ?**

**F.M :** « Le manguier, le fleuve et la souris ». Ce qui m'a marqué dans cet ouvrage, c'est l'enfance assez difficile de son auteur qui présageait déjà les responsabilités qu'il assume aujourd'hui vis-à-vis de sa famille et de son Pays. Il me semble que le président de la Répu-

blique avait porté en lui, très tôt, l'amour des autres, de sa famille et la fureur de réussir était gravée dans sa mémoire. La bénédiction des parents a une part active dans son éducation. Tout cela, à mon avis, a constitué la base spirituelle de son parcours.

**LDB : Où peut-on procurer votre livre et combien coûte-t-il ?**

**F.M :** Il est distribué dans tous les réseaux des éditeurs. On le trouve à la librairie la FNAC à Brazzaville, et est vendu à moins de 14 euros

**LDB : Aviez-vous un dernier mot en guise de conclusion de notre entretien ?**

**F.M :** Je souhaite qu'un débat sincère s'installe entre les Congolaises et les Congolais autour des préoccupations que j'ai évoquées. Je les invite à se mettre ensemble autour de Denis Sassou N'Guesso, patriarche politique de l'aire du verseau.

Faustin Akono

## VIE DES PARTIS

## Le PCT confiant de ses assises nationales

**Le secrétariat permanent du Parti congolais du travail (PCT) s'est réjoui, le 11 janvier à Brazzaville, lors des échanges de vœux de Nouvel an, d'être bien implanté sur l'ensemble du territoire national et de disposer des assises dans tout le pays.**

Dans son mot d'usage, le secrétaire à l'administration, Hyacinthe Ongotto, a présenté le bilan à mi-parcours des actions réalisées par le PCT en 2020.

Il a fait savoir qu'après avoir tenu son 5<sup>e</sup> congrès ordinaire, ainsi que ceux de ses unions catégorielles, le PCT se porte à merveille.

Et, à l'issue de la campagne de restructuration de ses organes intermédiaires et de base, organisée il y a peu, couplée à celle d'adhésion au parti, le PCT s'est vu renforcer au mieux son encrage territorial. Une position qui lui permet d'aborder les défis futurs avec optimisme, sérénité et confiance.

« Notre parti s'est bien implanté dans les 12 fédérations. Il compte actuellement 130 comités, 4.332 sections et 19.133 cellules dans tout le pays. Une position qui fait de notre formation politique la mieux structurée au Congo et ayant des assises dans tout



Pierre Moussa, SG du PCT/Photo Adiac

le pays », a souligné Hyacinthe Ongotto.

Pour sa part, le secrétaire général du PCT, Pierre Moussa,

a invité les militants à travailler en symbiose, à renforcer la cohésion avec les partis de la majorité présidentielle en

vue de redynamiser la coalition aux fins de la rendre plus forte.

« Nous devons marcher la main dans la main afin d'atteindre les objectifs du parti. En 2020, notre glo-

nis Sassou N'Gusso comme son candidat à l'élection présidentielle de mars prochain, doit tout mettre en œuvre pour assurer sa réélection à la magistrature suprême.

Il doit aussi, entre autres,

**« Nous devons marcher la main dans la main afin d'atteindre les objectifs du parti. En 2020, notre glorieux parti a conservé son leadership sur l'échiquier politique national. Il a su composer avec les autres partis de la majorité présidentielle, pour accompagner l'action du gouvernement »**

rieux parti a conservé son leadership sur l'échiquier politique national.

Il a su composer avec les autres partis de la majorité présidentielle, pour accompagner l'action du gouvernement », a-t-il indiqué.

Pour l'année 2021, a renchéri Pierre Moussa, le PCT se fixe 10 objectifs. En premier, le parti qui vient d'investir De-

renforcer l'unité, la discipline et la cohésion en son sein ; élargir sa base militante en intensifiant la campagne d'adhésion élargie à ses unions catégorielles.

De même, le parti va dynamiser les mécanismes de recouvrement des cotisations en vue de garantir son autonomisation de financement.

Firmin Oyé

## POINTE-NOIRE

## Le premier module du marché central va accueillir 2 140 commerçants

**Le premier compartiment du plus grand marché en construction dans la capitale économique devrait être livré dans un délai relativement court.**

« En ce qui concerne la construction du marché domanial de l'arrondissement Lumumba à Pointe-Noire, le gouvernement entend mettre en service, à court terme, le premier module de cette infrastructure moderne offrant 2140 places aux usagers », déclarait le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, dans son discours sur l'état de la Nation, devant le Parlement réuni en congrès, le 23 décembre dernier.

La nouvelle a sans doute soulagé les commerçants installés le long du mur de clôture du marché en chantier qui attendent inlassablement la fin des travaux sous les parasoleils. « Ici, en cas de pluie ou autre intempérie, on ne peut pas se mettre à l'abri. Il est plus confortable d'être dans le marché démoli depuis cinq ans et dont les travaux se poursuivent toujours », a expliqué, il y a quelques semaines, Arnel Yekomono, vendeur de friperie.

Echafaudage et vrombissement d'engins par-ci, coups de marteau par-là, depuis un certain temps, le rythme de travail des ouvriers perchés sur les hauteurs du bâtiment R+2 en construction a repris de la vitesse, notamment au niveau du premier module attendu, qui doit être livré sous peu.

En rappel, les travaux de cette infrastructure ont été lancés en 2017, puis arrêtés momentanément. Repris, ils sont presque vers la fin.

Rominique Makaya



Une partie du marché en construction

## APPUI AU SECTEUR PRIVÉ

# Le gouvernement congolais lance un fonds de garantie de 15 milliards francs CFA

Les guichets du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement des petites et moyennes entreprises (Figa) ont été officiellement ouverts, le 12 janvier à Brazzaville, par le Premier ministre Clément Mouamba.

Établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, le Figa bénéficie d'un capital initial de quinze milliards FCFA destiné principalement à assurer l'activité de garantie des prêts auprès des banques et établissements de microfinance. Pour alimenter le fonds, le gouvernement a accordé 20% de la taxe unique sur les salaires et les bénéfices des prestations du fonds, en plus des financements attendus des partenaires, dont la Banque mondiale.

Grâce à ces ressources, le fonds devra être en mesure de soutenir les projets de création d'entreprise et de l'artisanat dans le montage de dossiers financiers ; de garantir les crédits d'investissement consentis par les banques au profit des entreprises ; de négocier des partenariats avec tout organisme intervenant dans l'appui à la création et au développement des petites et moyennes entreprises (PME) ; et de financer les programmes de renforcement des capacités des porteurs de

secteur privé congolais, dont les très petites entreprises (TPE), les PME et unités artisanales

tenir les porteurs de projet ; la garantie vise à résoudre le problème lié à l'accès au

de mise en place du fonds a commencé en 2008 avec le soutien du Royaume de la Belgique, à travers son agence de coopération qui a financé l'étude de faisabilité. Expliquant l'appui de son pays à la création du Figa, Jean-Paul Charlier, le chargé d'Affaires en pied de la Belgique, a affirmé que le Figa permettra au Congo d'explorer son potentiel et de réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole.

Pour le gouvernement congolais, l'ambition à terme est d'accompagner plus de douze mille PME congolaises en situation de difficultés de remboursement auprès des établissements de crédit. « Ce fonds se positionne comme un outil de facilitation d'accès aux services financiers et non financiers et comme un catalyseur dans le développement du secteur privé », a estimé la ministre des PME, de l'Artisanat et du Secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany.

Elle a, par ailleurs, insisté sur le mécanisme d'accompagnement et la rigueur dans l'attribution des subventions, avant d'inviter d'autres partenaires au développement à participer au capital du Figa.

Fiacre Kombo



Le siège du Figa/Adiac

projets et jeunes startups.

Selon son directeur général, Armel Mbouloukoue, le Figa est un espoir pour les jeunes congolais et une solution dans la lutte contre la pauvreté. Il facilitera, a-t-il assuré, la structuration du

sont des maillons essentiels dans la production des richesses et la création d'emplois.

« Le Figa repose sur trois piliers : l'impulsion, la garantie et l'accompagnement. L'impulsion a pour objet de sou-

financement ; et l'accompagnement consiste à pallier les difficultés de développement des bénéficiaires qui résultent des faiblesses relevées dans la conduite des affaires », a indiqué Armel Mbouloukoue.

Il faut savoir que le processus

## MOBILE MONEY

## La population dénonce un « système d'arnaque »

Depuis plusieurs mois à Brazzaville, un phénomène d'escroquerie est observé dans les kiosques Mtn mobile money, usurpés par des personnes malveillantes. La population victime de vol appelle la société de téléphonie mobile et les autorités concernées à mettre en place des mécanismes pour stopper cette mauvaise pratique.

Selon des avis recueillis, il s'agirait en réalité des agents « fantômes » qui se passent pour des opérateurs attirés de transfert d'argent via Mtn mobile money. Dans les faits, après avoir effectué de frauduleuses opérations de transfert d'argent, ils disparaissent pour toujours de leurs kiosques, empêchant ainsi toute réclamation de la part des clients.

« Ils sont très astucieux et malins au point de vous rassurer sur la fiabilité de l'opération. Malheureusement, des heures plus tard on réalise que ce n'était qu'une farce. Et, lorsqu'on décide de retourner sur les lieux pour une éventuelle réclamation, on est surpris de trouver le kiosque à l'abandon », a confié Marie-Jeanne Ossadoumena, une des victimes.

Certains tenanciers de kiosques Mtn mobile money

ont constaté depuis quelques temps la disparition de leur édicule. A en croire leurs propos, cela expliquerait, en partie, ce phénomène d'arnaque par des personnes mal intentionnées. « Il y aurait actuellement des gens qui volent les kiosques installés le long des avenues pour les emmener dans des quartiers lointains où ils se font passer pour des agents de la société Mtn afin d'arnaquer les abonnés lors des dépôts d'argent dans leurs comptes. Une fois le but atteint, ils délaissent le kiosque pour le récupérer quelques jours plus tard », a fait savoir Feldon Eyoka, agent marchand de Mtn mobile money.

Une autre victime ayant requis l'anonymat renchérit : « ces escrocs ont pour habitude d'envoyer les mêmes messages que Mtn après une opération de dépôt d'argent pour faire croire



Un kiosque Mtn mobile money installé dans la capitale/Adiac

aux clients que l'opération a été effectuée avec succès ».

Jorès Nakolo, quant à lui, estime que si la population était plus vigilante, elle éviterait ce genre de désagrément ; car après une quelconque

opération, le message reçu ne devrait provenir que de Mtn dont le nom du destinataire affiché est Mobile-Money. Au regard de ces situations d'arnaque, la population interpelle la société de téléphonie mobile MTN à

protéger ses clients en matière de transactions mobiles et à s'assurer de la légalité et de l'authenticité de tous les kiosques estampillés points agréés Mtn.

Nurian-Lelestre Etonga (stagiaire)

## CFCO

# Le nouveau directeur général et son adjoint officiellement installés

**Ignace Nganga et Georges Olivier Itoua, respectivement nouveau directeur général et nouveau directeur général adjoint du Chemin de fer Congo océan (CFCO) ont été installés dans leurs nouvelles fonctions, le 12 janvier, à Pointe-Noire par le ministre du Plan, de la Statistique, de l'Intégration régional, des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babakas.**

Remerciant le président de la République et son gouvernement pour la confiance qu'ils ont placée en sa personne, le nouveau directeur du CFCO a rappelé que le CFCO est un malade qui peut être guéri et sauvé. « Je compte sur l'appui du chef de l'Etat et du gouvernement de la République y compris la collaboration de l'ensemble du personnel de cette entité que je me sens prêt à me mettre au travail en vue du redressement du CFCO, redorer son blason, en refaire l'épine dorsal de l'économie congolaise comme cela était autrefois. Même si le CFCO aura besoin d'un apport extérieur

mais au niveau intérieur la société doit être capable d'assurer elle-même son exploitation », a-t-il signifié.

Quant au nouveau directeur général adjoint du CFCO, il a expliqué que cette entreprise traverse de nos jours divers problèmes d'ordre financier, comptable, technique et autres. « Il faudra que chacun de nous puisse



Ignace Nganga, nouveau directeur général

apporter de son mieux en vue de redresser le CFCO et faire face aux défis et aux attentes des gouvernants et du peuple congolais. Le chemin de fer est aujourd'hui sujet de plusieurs maux, notamment une crise managériale et une crise technique qui se résume au niveau du matériel moteur parce que

nous avons aujourd'hui des locomotives qui, pour la plupart, sont arrivées en fin de potentiel. Il y en a de même pour des wagons et des voitures voyageurs, nous avons des problèmes des rails cassés, de ralentissement, du tunnel lent, de communication, de signalisation, d'énergie, du vieillissement du person-

nel et du personnel qualifié », a-t-il indiqué.

Lors de ces retrouvailles, madame la ministre a dit : « Nous voudrions ici exprimer toute notre gratitude

qui voudrait que jamais le travail ne s'arrête quel que soit le contexte. Il est bon que toutes les personnes qui ont été nommées et qui bénéficient de la confiance



Georges Olivier Itoua, nouveau directeur général adjoint

au président de la République pour avoir bien voulu présider le conseil des ministres de fin d'année du 24 décembre dernier pour qu'il ait des nominations à la tête des différentes structures au sein du ministère de la Planification et des Transports. Il est important de comprendre ici la cohérence de l'action du chef de l'Etat

du chef de l'Etat se mettent au travail sans tarder.»

Les deux directeurs généraux sont nommés par décret du président de la République en conseil de ministre du 24 décembre 2020. Le nouveau directeur général du CFCO remplace à ce poste le directeur général par intérim, Jean Claude Louboungou Tchibassa.

**Séverin Ibara**

## DISPARITION

## L'homme d'affaires congolais Pierre Otto Mbongo s'est éteint !

**Le Patron du Groupe Pierre Otto Mbongo (GPOM), l'homme d'affaires congolais est décédé le 11 janvier au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, des suites d'une maladie, à l'âge de 74 ans.**

Considéré comme doyen d'une ancienne génération des opérateurs économiques, Pierre Otto Mbongo était l'un des hommes les plus riches du Congo encore en vie. Sa fortune était estimée à plusieurs milliards de Franc CFA. En effet, le GPOM comprenait à la fin des années 1990 plus de treize sociétés spécialisées dans plusieurs domaines, dont le transport, le bâtiment, les supermarchés, l'exploitation forestière et la manufacture, etc. Pierre Otto Mbongo était cité dans ce classement des hommes d'affaires comme un exemple et une référence pour les jeunes générations.

### Pierre Otto Mbongo, l'histoire d'un homme !

Né vers 1947 dans les environs du district d'Ollombo, dans la préfecture de l'Alima-Léfini, actuellement département des Plateaux, Pierre Otto Mbongo a suivi la voie de la « débrouille » comme ses illustres aînés Daniel Ebina et autres. En effet, l'homme d'affaires abandonna le collège technique où il était admis en 1966 pour s'engager à suivre des cours de gestion financière par correspondance. Avec le soutien de son père fabricant et vendeur de nattes, il s'essaya comme vendeur des



L'homme d'affaires Pierre Otto Mbongo s'est éteint à l'âge de 74 ans DR

chemises « polo » à la criée et devint par la suite livreur des meubles de son bel oncle

ménager. Son diplôme obtenu par correspondance lui ouvrit les portes d'une

quincaillerie israélienne en qualité d'agent commercial. Victime d'une diffamation et d'un licenciement abusif, la réparation de ce tort par la justice transforma la vie de ce jeune commerçant: Huit cent mille francs CFA cash ! Avec cette somme, Pierre Otto Mbongo gagna un appel d'offres de la mairie de Brazzaville pour repeindre toutes les écoles de la capitale. Quelle aubaine ! Ses qualités et ses performances feront de lui le premier opérateur économique national, garant de l'Etat congolais dans les transactions financières internationales.

Sur le plan sportif, Pierre Otto Mbongo fut également président général du club multidisciplinaire « Etoile du Congo ».

**Parfait Wilfried Douniama**

## EDUCATION

# Les médecins congolais formés à Cuba vont bientôt recevoir leur diplôme

L'ambassadrice de la République du Congo à Cuba, Rosalie Kama-Niamayoua, a remis le 12 janvier à Brazzaville, un lot de diplômes au ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean-Richard Itoua, en présence de la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo.

L'arrivée de ces diplômes devrait enclencher le processus d'intégration de deux cent cinquante-cinq médecins à la fonction publique congolaise.

« Je remercie la partie cubaine qui nous a permis de former deux cent cinquante-cinq médecins dont six électrotechniciens. Aujourd'hui, j'ai pu remettre les diplômes au ministre de l'Enseignement supérieur », a indiqué Rosalie Kama-Niamayoua.

Elle a expliqué qu'« à Cuba, c'est une formation complète.

*On ne forme pas que les médecins mais on les intègre dans la société. Dès la sixième année les médecins sont en stage dans les hôpitaux ».*

La formation des étudiants congolais à Cuba est régie par les textes qui lient les deux pays. « Nous pouvons continuer à nous réjouir de cette coopération entre Cuba et le Congo. Les copies des diplômes seront remises au ministre de la Santé afin de finaliser le circuit d'intégration de ces finalistes à la fonction publique et compléter le pro-



Concertation entre la diplomate et les deux ministres avant la réception de diplômes/Adiac

cessus de leur affectation dans les formations sanitaires du pays. Nos établissements sanitaires seront équipés progressivement en personnel qualifié et nous remercions la partie cubaine », a déclaré Bruno Jean-Richard Itoua.

Fortuné Ibara

## IMPÔTS

## Des structures modernes en construction à Brazzaville

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, a visité le 12 janvier les travaux des « hôtels des impôts » en construction, notamment dans les arrondissements 1 Makélékélé, 6 Talangai et 7 Mfilou.



Les techniciens à pied d'œuvre sur le site de Mfilou

Dans les trois différents sites ayant fait l'objet de visite, les travaux ont été lancés au début de ce mois de janvier. Les techniciens BRCC, BCC et GTA qui sont à pied d'œuvre affirment achever les travaux en mai prochain. Erigés sur un niveau à Mfilou et sur deux à Makélékélé et Talangai, ces structures modernes qui logeront tous les services des impôts et puis une banque visent à faciliter le traitement d'information et de collecte des impôts. « Dans son discours à la Nation, prononcé en décembre dernier, le chef de l'état a prescrit d'accélérer le rythme de modernisation des services des impôts. Il s'agit de mettre en place dans tous les principaux centres des impôts des points de collecte qui sont faits par le biais de banque », a indiqué le ministre délégué au Budget. Et de préciser : « Nous mettrons

*dans chaque site un service bancaire pour que, désormais, les contribuables paient leurs impôts directement à la banque. Il y aura donc le Trésor, les services d'assiettes aussi bien pour l'impôt courant que pour les enregistrements des domaines et timbres. »*

Rappelons que le ministère des Finances a entrepris, il y a trois ans, des travaux dans le domaine informatique avec l'implémentation des logiciels tels que le e.taxe, le Sigfip. « Ces plateformes ne pourront être en pleine utilisation que si on a des centres où les services des impôts fonctionnent normalement », a relevé Ludovic Ngatsé. Outre Brazzaville, ces structures modernes appelées « hôtels des impôts » sont également en construction à Ouesso, Pointe-Noire et Oyo.

Lopelle Mboussa Gassia

## MAROC

## Vaste opération de dépistage du COVID-19 en milieu scolaire

Le ministère marocain de la Santé a annoncé qu'une opération de dépistage de Covid-19 sera organisée pour 30.000 collégiens et lycéens dans six régions du royaume, afin d'estimer le niveau de circulation du virus dans la population de moins de 18 ans.

Dans une circulaire adressée aux directeurs régionaux de la santé consultée par Xinhua, le ministère affirme que dans le cadre du plan national de veille et de riposte à la Covid-19 et suite à l'apparition de nouveaux variants dudit virus, caractérisés par une plus forte transmission dans la jeunesse, une opération de dépistage chez les collégiens et lycéens sera menée au niveau des régions de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès, Marrakech-Safi et Souss-Massa. Selon cette circulaire, l'objectif est d'estimer le

degré de circulation du virus dans la population de moins de 18 ans et de caractériser génétiquement les variants.

Eu égard à l'importance de cette opération, le ministère appelle à procéder à la collecte et l'acheminement des prélèvements vers les laboratoires désignés, conformément aux procédures détaillant les aspects techniques, opérationnels et éthiques qui seront communiqués par la direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies. A signaler qu'aucun cas du nouveau variant du Covid-19 n'a été détecté au Maroc.

## CENTRAFRIQUE

## Des groupes armés condamnent les hostilités d'une nouvelle alliance rebelle

Les leaders de certains groupes armés centrafricains, non-engagés dans la Coalition des patriotes pour le changement, ont condamné lundi la rébellion en cours de ladite coalition, selon une déclaration diffusée à la radio nationale centrafricaine.

Les groupes armés qui se positionnent contre la nouvelle alliance rebelle sont, entre autres, l'Union des forces républicaines (UFR), la Révolution-Justice (RJ) et le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC).

Selon leur porte-parole, Askin Nzégué Landa, la coalition a foulé aux pieds l'accord de paix du 6 février 2019 dont la mise en œuvre « a donné l'opportunité d'un retour définitif à la paix, à la stabilité et à la cohésion sociale ».

Ainsi, le porte-parole a appelé au respect de l'accord de paix, et suggéré aux garants de l'accord de faciliter un dialogue entre le gouvernement et les belligérants. Il propose aussi au gouvernement de tout mettre en œuvre pour empêcher le trafic d'armes et l'exploitation des ressources naturelles par la coalition et les mercenaires en son sein. Créée à la mi-décembre dernier, la Coalition des patriotes pour le changement regroupe des rebelles de l'ex-séléka et anti-balaka. Elle a déclenché des hostilités d'une vive intensité sur presque toute l'étendue du territoire centrafricain, dans le but d'empêcher la tenue des élections et créer une instabilité institutionnelle.

Xinhua

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

# La France expérimente la méthode du prix Nobel

## Esther Duflo

**L'Etat français va tester le système d'évaluation des programmes de développement prôné par l'économiste Esther Duflo, dans les fonds d'innovation pour la santé, l'éducation et l'environnement.**

La France va expérimenter, évaluer et diffuser de nouvelles solutions dans la lutte contre la pauvreté. Elle va s'inspirer de la méthode du prix Nobel d'économie, Esther Duflo, professeur à l'institut de technologie du Massachusetts. Cette dernière sera chargée du nouveau Fonds d'innovation pour le développement (FID) lancé par l'Etat français. L'objectif est de gagner en efficacité dans la lutte contre la pauvreté. Doté de 15 millions d'euros, ce FID est orienté en priorité à l'éducation, la santé et l'environnement.

Il tient compte des besoins d'aide actuels des pays du sud, dus à la crise sanitaire de Covid-19.

Esther Duflo plaide pour une approche renouvelée de ces questions, en misant sur l'innovation à petite échelle et sur la collaboration entre les acteurs de terrain - les gouvernements, les ONG et les acteurs privés-, ainsi que les chercheurs.

La méthode est inspirée des essais cliniques. Elle consiste à choisir aléatoirement un échantillon de participants parmi un groupe de bénéficiaires potentiels d'une politique socio-économique ou une action humanitaire. Il s'agit-là de la méthode d'évaluation d'impact par assignation aléatoire. Dans sa leçon inaugurale, prononcée en janvier 2009 au Collège de France, Esther Duflo citait l'exemple d'une recherche

menée de 2001 à 2006 au Kenya sur la meilleure stratégie à suivre pour inciter les paysans à adopter l'usage d'engrais. Selon les chiffres, malgré la rentabilité des engrais, seuls 20% à 30% des paysans les utilisent chaque saison. Ce qui constitue une preuve que la «rationalité du marché» ne suffit pas, déduit-elle. Les fermiers attribuent le faible usage des engrais au manque d'argent au moment de la soudure, une «saison de la faim», où les revenus de la récolte précédente sont épuisés. Ce qui bloque tout investissement nouveau. Esther Duflo «souhaite pratiquer l'économie comme une vraie science humaine. Une science rigoureuse, impartiale, sérieuse. Une science de l'homme, dans toute sa richesse et sa complexité». Des économistes vont observer, à travers une ONG,

et une livraison gratuite d'engrais à une centaine de paysans choisis au hasard, une augmentation de l'utilisation des engrais de 30% à 50%, que s'ils achetaient les engrais au prix normal après la récolte. A des fins de comparaisons, une réduction de 50% des prix des engrais a également été offerte à certains fermiers plus tard dans la saison. Cette seconde offre, plus avantageuse que la première, a eu le même impact sur le taux de recours aux engrais. Pour Esther Duflo, cette expérience permet de sortir de l'opposition entre anti-subsidies et pro-subsidies.

Presque inconnues, il y a vingt ans, les évaluations aléatoires sont de plus en plus courantes aujourd'hui. Pour tester ces théories, il a été décidé d'attribuer aléatoirement des moustiquaires

gratuites et à prix subventionné. Le premier résultat de l'expérience est qu'un prix, même faible, décourage fortement l'acquisition de moustiquaires.

La même expérience menée plus tard en Ouganda et à Madagascar a reproduit ces résultats. Ainsi, face à une pratique conceptuelle de l'économie, Esther Duflo propose une méthode expérimentale qui met en exergue des évaluations spécifiques de terrain, tout en restant consciente de ses limites. Elle parle d'«une science humaine finalement généreuse, ambiguë, engagée, mais une science humaine dans sa fragilité et sa modestie. Prendre ma part dans la construction laborieuse d'un savoir contre la pauvreté est mon travail et ma raison de vivre.»

Noël Ndong

## DIASPORA

## «Disparition inquiétante» d'une étudiante sénégalaise

Diary Sow, jeune femme sénégalaise âgée de 20 ans, étudiante au lycée Louis-Le-Grand à Paris, n'a plus donné de nouvelles depuis le 4 janvier dernier. Une enquête «disparition inquiétante» a été ouverte par le parquet parisien.



**Diary Sow, 20ans**

Madame Diary Sow 20 ans, disparue depuis le 04 janvier 2021. Diary est mince de corpulence, elle mesure 172 cm et a les yeux marrons foncés. Elle est élève au Lycée Louis le Grand en classe préparatoire. Dernier lieu fréquenté connu : Paris 13ème résidence étudiante.

Aidez-nous à la retrouver en partageant. On compte sur vous ! Si vous avez une information permettant de la retrouver, vous pouvez nous contacter :

**07 85 93 32 ||**  
**info@consulsen-paris.com** Le Consul Général

Depuis lundi dernier, une réelle inquiétude a gagné le Sénégal et la diaspora en France à la suite de la disparition de la lycéenne connue comme «la meilleure élève du Sénégal». Celle-ci ne s'est pas présentée à la rentrée des vacances de Noël au lycée Louis-Le-Grand, où elle était en deuxième année de classe préparatoire.

«C'est une élève ponctuelle, très sérieuse, et l'alerte a été donnée rapidement. Personne ne l'a vue, on ne l'a pas trouvée dans son appartement», dans une résidence universitaire à Paris, a indiqué à l'AFP Henry Sarr, membre d'une association

d'étudiants sénégalais qui ont lancé des appels sur les réseaux sociaux.

La disparition a été signalée le 7 janvier par le consul du Sénégal, selon une source proche du dossier. «Une enquête pour disparition inquiétante, confiée à la brigade de répression de la délinquance à la personne, a été ouverte», a indiqué à l'AFP le parquet de Paris.

Sur le site du consulat, un avis de disparition, avec la photo de la jeune femme et un numéro de téléphone (07 85 93 32 11), a été publié. «Ni ses parents, ni ses amis, ni son tuteur, ni l'am-

bassade n'ont eu de nouvelles», selon un membre de la communauté sénégalaise à Paris, Daouda Mbaye, qui a organisé dimanche une distribution de tracts dans le 13e arrondissement de Paris, où habitait la jeune femme.

Depuis l'annonce de cette nouvelle, les autorités sénégalaises et françaises mettent tout en œuvre pour retrouver Diary Sow avec un protocole d'alerte approprié.

Cette dernière, désignée en 2018 et 2019 «meilleure élève du Sénégal», est l'auteure d'un roman : «le visage d'un ange» (L'Harmattan, 2020).

Marie Alfred Ngoma

### AVIS DE DECES DE SA MAJESTE ROI MOE MAKOSSO IV DE LOANGO



La Cour Royale a le regret d'annoncer aux différents clans, tribus, ethnies du Loango, frère amis et connaissances, du Royaume Téké, de la République du Congo, du conseil Consultatif des sages et des Notabilités Traditionnelles, du Gabon, de l'Angola, du Cameroun, de Bénin, de la République Démocratique du Congo, le décès du Roi Moe Makosso IV, survenu le 23 décembre à Rabat au Maroc. Noblesse oblige.

Le programme des obsèques fera l'objet d'un communiqué ultérieur. Le Gouverneur du Royaume chargé des relations avec les autres Royaumes et les institutions nationales et internationales.

**Laurent Costode Makosso**

### NÉCROLOGIE



Lenzingoud Pascale Sylviane stagiaire aux Dépêches de Brazzaville, les familles Kassini, Ngobo et Mbama ont le regret d'annoncer aux ressortissants du village Lekety, du district d'Okoyo (Cuvette ouest), du district de Lekana (Plateaux) ainsi que les parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle, beau-père, fils, M. Kassini René Wilfrid, ex agent BDC et CCA et distingué conseiller du département des Plateaux, membre du Parti congolais du travail, survenu le 8 janvier 2021 à l'hôpital militaire. Le deuil se tient au n°45 de la rue Loandjili, derrière Christy Hôtel, à Moukondo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

### CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Ndzila Rose Marie. Je désire être appelée désormais Thomas Ndzila Rose Marie. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

## COVID 19

# Pas d'immunité collective attendue en 2021

**Dans l'espoir d'enrayer la flambée de la pandémie, les campagnes de vaccination se multiplient dans le monde mais ne garantissent pas une immunité collective en 2021.**

Un an après l'annonce par Pékin du premier décès du Covid-19, la Chine va accueillir une équipe d'experts de l'Organisation mondiale de la Santé chargée d'enquêter sur l'origine du coronavirus. Ils arriveront jeudi à Wuhan, dans le centre du pays, et devraient être placés en quarantaine avant de commencer leur enquête. «*Ce sont des réponses que nous cherchons, non des coupables ou des accusés*», avait assuré lundi le directeur des questions d'urgence sanitaire à l'OMS, Michael Ryan.

*Le Covid-19, inconnu il y a un an, a fait au moins 1.945.437 morts dans le monde. Face à cette situation alarmante, les campagnes de vaccination accélèrent, même si l'OMS a prévenu que «nous n'allons pas atteindre (...) l'immunité collective en 2021».* Le déploiement des vaccins, quand il s'agit de milliards de doses, «*prend du temps*», a expliqué sa responsable scientifique, Soumya Swaminathan, exhortant à «*faire preuve d'un peu de patience*».

L'Agence européenne des médicaments a annoncé

mardi avoir reçu une demande d'autorisation pour le vaccin AstraZeneca/Oxford. Elle compte procéder à un examen accéléré, avec une décision peut-être rendue le 29 janvier, si les données communiquées sont suffisamment «*robustes et complètes*». Les vaccins de Pfizer/BioNTech et de Moderna sont déjà autorisés dans l'UE.

Au Royaume-Uni, pays d'Europe le plus endeuillé avec près de 82.000 morts, sept centres de vaccination massive ont ouvert lundi. Le gouvernement espère immuniser 15 millions de personnes d'ici mi-février pour commencer à lever son troisième confinement en un an. Mais les autorités britanniques peinent à freiner la

propagation du variant - plus contagieux - du virus, avec des dizaines de milliers de contaminations chaque jour. La Russie a décidé pour sa part de prolonger la suspension de ses liaisons aériennes avec le Royaume-Uni, deux jours après la découverte du nouveau variant chez un patient russe de retour de ce pays. Le Japon cherche de son côté à isoler un variant du coronavirus récemment détecté sur quatre personnes arrivées dans l'archipel en provenance du Brésil, afin de pouvoir l'analyser davantage.

L'Inde a prévu de commencer dès samedi à vacciner jusqu'en juillet 300 millions d'habitants sur une population d'1,3 milliard. En France, le gouvernement

espère atteindre les 400.000 personnes vaccinées notamment dans les Ehpad où seuls 30.000 résidents ont reçu le vaccin. Aux Etats-Unis, où près de 376.000 personnes sont mortes du coronavirus, le président élu Joe Biden a reçu lundi en direct à la télévision la deuxième dose du vaccin de Pfizer/BioNTech. «*Plus le Covid-19 se répand, plus il y a de chances qu'il évolue encore (...)*. La transmissibilité de certains variants du virus semble augmenter», a relevé lundi le directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus. Pour autant, toutes les mutations d'un virus ne sont pas forcément plus contagieuses ou dangereuses.

Julia Ndeko avec AFP

## AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE EN AFRIQUE

# La Banque mondiale en voie d'investir environ cinq milliards de dollars

**Dans la stratégie de renforcer la lutte contre le changement climatique, l'amélioration de la productivité agricole en Afrique et la préservation de la biodiversité, la Banque mondiale a résolu d'investir dans les cinq prochaines années cinq milliards de dollars.**

L'annonce a été faite le 11 janvier par le président du groupe de la Banque mondiale, David Malpass, lors d'une réunion de haut niveau organisée conjointement par la France et les Nations unies. La réunion s'inscrivait dans le cadre de la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité. Ce financement permettra, selon la Banque mondiale, de restaurer les paysages dégradés, améliorer la productivité agricole et renforcer les moyens de subsistance dans les onze pays d'Afrique, notamment ceux qui sont situés sur une bande de terre et dans les zones arides s'étendant du Sénégal à Djibouti. «*Cet investissement qui intervient à un moment crucial permettra d'améliorer les moyens de subsistance dans des pays qui se relèvent de la covid-19 tout en étant confrontés aux conséquences des pertes subies par la biodiversité et du changement climatique sur leurs populations et leurs économies*», souligne David Malpass, en spécifiant que cette enveloppe viendra soutenir l'agriculture, la biodiversité, le développement communautaire, la sécurité alimentaire, la restauration des paysages, la création d'emplois, la construction d'infrastructures résilientes, la mobilité rurale et l'accès aux énergies renouvelables. Ceci, dans les pays du

Sahel, de la région du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique.

Selon la Banque mondiale, un grand nombre de ces activités sont dans le droit fil de l'initiative de la Grande muraille verte. Elles s'inscrivent dans le prolongement des investissements entrepris depuis huit ans par la Banque mondiale dans ces pays, au profit de plus de dix-neuf millions d'habitants et de l'aménagement d'un million d'hectares pour une gestion durable des terres. «*La restauration des écosystèmes naturels dans les zones arides d'Afrique profite à la fois aux populations et à la planète*», affirme Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine.

Signifiant le bien-fondé de cette initiative, président de la Commission de l'Union africaine a souligné qu'en collaboration avec de nombreux partenaires, le dispositif PRO-GREEN, qui est un fonds fiduciaire de la Banque mondiale destiné à intensifier les efforts déployés par les pays pour enrayer la dégradation des terres, investira aussi quatorze millions de dollars dans cinq pays du Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Tchad. «*Le Groupe de la Banque mondiale est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour les investissements climatiques dans les pays en développement. En décembre 2020, le groupe a pris un nouvel engagement ambitieux : 35 % en moyenne de ses financements des cinq prochaines années devront avoir des retombées positives pour le climat*», conclut David Malpass.

Rock Ngassakys

## Message de vœux de nouvel an de Madame Edith Lucile KONGUI, Présidente du Conseil municipal, Maire de la ville de Mossendjo A son Excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, Président de la République, Chef de l'Etat



Toute la population de la Commune de Mossendjo se joint à moi, pour vous transmettre nos vœux de santé et de succès pour 2021.

Nous ne doutons pas un seul instant que votre dynamisme et savoir-faire, devenus légendaires, vous permettront de gravir les sommets et de relever les défis du moment.

Vu votre implication personnelle, qui n'est plus à démontrer, quant au maintien de l'ordre et de la paix dans notre collectivité,

Nous nous engageons à être la passerelle et le relais de vos aspirations afin de contrarier les mauvaises prédictions et pousser de l'avant notre municipalité.





# AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES  
DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter  
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



### ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT



SCANNEZ  
LE QR CODE

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

## THÉÂTRE

# « La bière et la bible » plaide pour l'équilibre de la vie en société

Initiée par la troupe « Les fous de la ville », sous la mise en scène de Vereve Mafoua, « La bière et la bible » est une pièce de théâtre engagée qui invite chaque Homme dans la société à occuper la place qui est la sienne afin d'éviter tout déséquilibre.

Pour des raisons sanitaires liées à la pandémie de covid-19, l'acte 2 de la pièce de théâtre « La bière et la bible », qui devait se jouer sur scène en début 2020, s'est finalement déroulée, le 26 décembre dernier, en comité réduit au sein des ateliers Sahn.

La pièce de théâtre s'ouvre et se déroule essentiellement dans un bar. Alors que le gérant est à pied d'œuvre pour recevoir ses premiers clients, le voilà surpris de constater qu'un responsable religieux squatte le lieu. « Révérend, j'éprouve un sentiment de gêne en vous voyant dans ce bar. Révérend, nous vous considérons tous ici comme quelqu'un de saint. Voyez-vous révérend, vous avez quand-même reçu le sacrement... », s'étonne le

barman. Après justification, le révérend reçoit une bouteille de bière qui rythme l'essentiel de sa conversation avec le tenancier des lieux.

Quelques minutes plus tard, un habitué de la buvette les rejoint et comme le barman, il est surpris de la présence du responsable religieux dans ce bar. Entre-temps, il y a un jeune homme souffrant d'une maladie et qui a décidé d'aller à l'église plutôt qu'à l'hôpital pour recevoir la guérison, il se heurte à l'absence du prêtre. Déçu et chagriné, il décide d'aller dans un bar de la place pour noyer son chagrin mais en arrivant sur les lieux, il est fortement surpris de retrouver le révérend en train de siroter une bière.

Cette pièce émane simplement de l'observation des faits sociaux. La bière et la bible sont deux objets radicalement opposés, mais qui suscitent des rapports équivalents. « Chacun a une raison d'être accro à l'un ou l'autre. On constate notamment que ceux qui prétendent être saints en critiquant les



Les comédiens en pleine exécution de la pièce de théâtre DR

soulears posent parfois des actes plus dangereux. Et dans ce méli-mélo à mourir de rire se dégage la nécessité de mettre chaque être à la place qu'il lui convient pour équilibrer l'harmonie de la vie en société », a souligné Aldin Dikas, responsable de la troupe « Les fous de la ville ». Au regard de toutes ces situations courantes, d'ailleurs pas du tout

anodines pour la société actuelle, « La bière et la bible » est une invite à la prise de conscience sur le fait que chaque Homme sur Terre a une vocation spécifique. Les uns naissent pour être médecins, avocats, militaires, diplomates et politiques alors que d'autres sont appelés à être conducteurs automobiles, commerçants, artistes, agriculteurs et responsables religieux. Et dans cette

diversité, chacun doit demeurer à sa place sans abuser du pouvoir qui lui est assignée. D'une durée d'environ 1h 30 min, « La bière et la bible » a été jouée sur scène par Gastrey Dzoua-Mbani (le barman), Joël Mampouya (le prêtre), Aldin Dikas (l'ivrogne), Daly Cardinal (le malade), Chaldi Kinzonzi ainsi que Raïssa dans les rôles de folles.

Merveille Atipo

## CAF

## Le suspense autour de la validation des candidats à la présidence

La commission de gouvernance de la Confédération africaine de football (CAF) s'est réunie au Caire les 5 et 6 janvier pour effectuer les contrôles d'éligibilité des candidats au poste de président. Au terme de la réunion, deux candidats ont été déclarés éligibles, deux autres nécessitent une vérification complémentaire puis un denier qualifié d'inéligible : celui du président sortant, Ahmad Ahmad.

La bataille pour le poste de président de la plus haute instance du football africain continue de susciter des interrogations et débats. Au total, cinq candidatures ont été enregistrées mais seulement deux avaient reçu le quitus de la commission de gouvernance, à savoir, celui du Sénégalais de 55ans et président de la Fédération Sénégalaise de football depuis août 2009 et membre du comité exécutif

de la CAF depuis février 2018, Me Augustin Emmanuel Senghor ainsi que celui de l'ancien président de la Fédération Ivoirienne de football et du comité exécutif de la FIFA, Jacques Bernard Daniel Anouma (69 ans).

Le Mauritanien âgé de 44 ans, Ahmed Yahya (président de la Fédération Mauritanienne de football) et le milliardaire Sud-Africain Patrice Tlhopane

Motsepe (58 ans) par ailleurs président du club Mamelodi Sundowns FC, doivent encore attendre. Leurs candidatures ont été jugées recevables mais la commission a estimé que des vérifications complémentaires sont nécessaires avant une décision finale qui sera annoncée lors d'une audition prévue le 28 janvier prochain.

La FIFA s'en mêle

Le président sortant de la CAF, le Malgache Ahmad Ahmad ne sait plus à quel saint se vouer puisque la commission a carrément invalidé son dossier sans pour autant donner assez de détail. Ce dernier qui est en poste depuis mars 2017 avait annoncé, le 31 octobre, son intention de rempiler pour un second mandat, malheureusement il n'a pas vraiment peaufiné sa stratégie de campagne dans la paix du fait qu'il fait l'objet des poursuites judiciaires avant d'être suspendu par la FIFA, le 23 novembre, pour détournement de fonds, abus de pouvoir, acceptation et distribution de cadeaux ou autres avantages. Ahmad Ahmad n'a toutefois pas renoncé à se porter candidat à l'élection qui aura lieu le 12 mars prochain à Rabat (Maroc). Le 14 décembre, il a, en effet, fait appel à la sanction prononcée par la Fifa devant le tribunal arbitral du sport (TAS), basé à Lausanne (Suisse). Celui-ci a reçu, le 6 janvier, l'argumentaire de la Fifa et rendra sa décision au cours du mois. Selon nos informations, si la décision de la juridiction suisse devait lui être favorable, les avocats du Malgache demanderaient à la commission de gouvernance de la CAF de réexaminer son dossier et éventuellement de l'auditionner.

Confrontée à la colère des candidats récalés, la CAF vient de se tourner officiellement vers la FIFA. En tout cas, suite aux pressions émises par les candidats suspendus et disqualifiés, la CAF informe dans un communiqué publié le 11 janvier, que tous les dossiers, y compris ceux d'Augustin Senghor et de Jacques Anouma qui avaient été validées, seront examinés par la FIFA.

« La commission de gouvernance de la CAF devra soumettre à la commission de contrôle de la FIFA, les candidatures reçues pour le poste de président de la CAF, étant entendu que le président de la CAF a vocation à devenir le vice-président de la FIFA », a indiqué la CAF à l'issue de son comité d'urgence. « La commission de gouvernance de la CAF devra déterminer avec la commission de contrôle de la FIFA, une date d'officialisation dans les plus brefs délais, de la liste définitive de tous les candidats à toutes les élections, à savoir : membres du Comité exécutif, membres du conseil de la FIFA et président de la CAF », ajoute le communiqué.

Notons qu'à ce jour, aucune information supplémentaire n'a filtré et l'élection est toujours maintenue pour le 12 mars prochain, à Rabat au Maroc.

Rude Ngoma



Ahmed Yahya



Patrice Tlhopane Motsepe

Ahmed Yahya et Patrice Tlhopane Motsepe attendent la validation de leur candidature/DR

FONDATION  
GOTÈNE



## CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

**« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »**

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

**Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène**  
**Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71**

## MUSIQUE

# Zoey Hasselbank, l'une des rares DJ femmes en Belgique

**De son vrai nom, Sarah Moponami, la jeune DJ de 29 ans, originaire de la RDC, qui a mis entre parenthèse sa carrière de DJ, à cause de la pandémie actuelle, fait partie des trois nouveaux candidats de l'émission « Big Brother Flandre ».**

Big Brother est la version néerlandaise originale de la franchise internationale de télé-réalité. Pendant l'émission de 100 jours, les candidats vivent dans une maison isolée en essayant d'éviter d'être expulsés par le public dans le but d'obtenir un prix à la fin.

Née à Bruxelles, où elle réside actuellement, mais élevée à Anvers (Flandre), DJ Zoey Hasselbank ne s'est rendue en RDC qu'à trois reprises jusque-là. Elle a réussi à s'imposer sur la scène musicale belge et ailleurs.

## Fan de hip-hop et de trap

Sarah Moponami a pris le nom Hasselbank en référence au nom de l'ancien footballeur hollandais, Jimmy Floyd Hasselbank, qui a également été entraîneur du Royal Antwerp FC, le club de football d'Anvers, ville où elle a grandi. « Zoey Hasselbank est un personnage fictif. Elle est mon alter ego. J'ai emprunté le nom Hasselbank à Jimmy Floyd Hasselbank, l'ancien joueur de football et entraîneur du Royal Antwerp FC. Pour le rendre un peu plus féminin, j'ai ajouté un petit nom de jeune fille et voilà, Zoey Hasselbank est née », a expliqué la DJ au site belge whatmatters.be.

Sur Instagram et Twitter, elle se fait appeler Trapunzel, car DJ Zoey Hasselbank joue principalement du hip-hop et du trap, un sous-genre du hip-hop. « Mon genre préféré est trap. Je peux aussi écouter d'autres genres comme la pop et le R&B. Par exemple, j'aime écouter DVSN, Billie Eilish, Sade, Daniel Caesar, ... Mais ma préférence ira toujours au trap ». Depuis 2016, DJ Zoey Hasselbank fait partie du Top 100 des meilleurs DJ des Red Bull Elektropedia Awards.

Sarah Moponami a arrêté ses études de gestion de commerce de détail à la Hogeschool à Gand pour se lancer dans une carrière de

DJ en 2014. Depuis lors, elle a acquis plus d'expérience notamment avec une résidence mensuelle au concept de Purple Vibes Entertainment où elle a eu l'opportunité de se produire aux côtés de plusieurs artistes tels le rappeur français Niska.

## DJ autodidacte

Sarah Moponami est également une ancienne candidate de Miss Belgique. Elle est une DJ autodidacte, via notamment des tutoriels sur Youtube. La musique a toujours intéressé DJ Zoey Hasselbank. Enfant, elle jouait du clavier et écrivait des chansons. Ensuite, elle les enregistrerait avec un magnétophone. « Mon oncle m'a appris à jouer du clavier. Plus tard, quand j'avais 19 ans, je sortais souvent à Anvers, et j'étais toujours au courant des dernières chansons à la mode. Je les faisais connaître aux DJ avec qui j'étais amie, j'étais comme leur marchand musical (sourires). À un moment donné, je me suis dit: « En fait, je pourrais aussi bien jouer ces chansons moi-même. » C'est comme ça que ça a commencé », a-t-elle expliqué au magazine Bruzz. Elle a donc acheté du matériel en 2014 et s'est formée à l'aide de tutoriels sur YouTube.

Un an après s'être lancée, elle a décroché son premier contrat et s'est produite devant un millier de personnes dans un club liégeois, se rendant ainsi compte qu'être DJ est un vrai métier. « Je me suis rendu compte qu'être DJ n'était pas seulement un hobby quand les réservations n'arrêtaient plus d'arriver. Ce fut en fait assez rapidement, je crois que je venais de commencer un an lorsque je me suis officiellement enregistrée comme indépendante. Vous savez, je me cherche depuis longtemps. Au secondaire, j'ai changé d'école et de programme d'études presque chaque



Zoey Hasselbank

année. J'ai même participé une fois au concours de Miss Belgique, mais cela s'est avéré ne pas être pour moi. Ce n'est que lorsque j'ai commencé à jouer que j'ai trouvé ma passion. Mon père ne pouvait pas l'accepter quand j'ai annoncé à la maison que j'arrêtais mes études pour devenir DJ professionnel. Il ne pensait pas qu'être DJ était un vrai travail, et certainement pas pour les femmes. Mais maintenant que je parcours le monde pour mon travail, il est très fier », a expliqué DJ Hasselbank à Flair.

## Succès international

Depuis lors, elle a joué dans plusieurs festivals - dont Fire Is Gold, WE-CANDANCE, Ostend Beach Festival et Les Ardentes, l'un des plus grands festivals de Belgique, qui se déroule à Liège.

DJ Zoey Hasselbank se produit également régulièrement à l'étranger, notamment à Paris, Dubaï, Genève, Monaco, Istanbul, Miami et à Kinshasa, où elle s'est produite à la soirée YakaTraceParty, le 6 décembre 2019 à l'espace Texaf Bilembo. Se produire dans son pays d'origine, la RDC, a beaucoup marqué Sarah Moponami ainsi que le père de cette dernière.

Bien que DJ Hasselbank ait déjà réalisé beaucoup de belles choses en cinq ans en tant que DJ, elle a toujours d'autres rêves en tête en tant qu'artiste. Bien qu'elle fasse ce travail avec son cœur et son âme, elle ne se voit pas DJ pour toujours. « Je resterai toujours active dans le secteur de l'événementiel, l'organisation des festivals ou encore travailler dans les coulisses d'un club. Mon rêve ultime est d'ouvrir ma propre disco-

thèque/restaurant/ bar à cocktails à Bruxelles. Mais avant ça, je voudrais participer à Coachella (Célèbre festival de musique aux USA. NDLR). Ce n'est qu'alors que je pourrai mourir paisiblement », a fait savoir la jeune DJ, qui était également l'une des nombreuses personnalités présentes à la marche de protestation «Black Lives Matter» à Bruxelles début juin 2020.

**Patrick Ndungidi**

**LIBRAIRIE LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente  
Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)  
Essais, Romans, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.










Un Espace culturel pour vos Manifestations  
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces  
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)  
Samedi (9h-13h)



## LETTRE OUVERTE À FÉLIX TSHISEKEDI

# La Lucha fustige la campagne de répression et de persécution judiciaire à l'endroit de ses membres

**Pour ce mouvement citoyen, « l'image des jeunes arrêtés, détenus de manière prolongée et poursuivis devant une juridiction militaire pour avoir seulement demandé à vivre en paix » ternit largement l'engagement du chef de l'Etat de promouvoir un véritable Etat de droit.**

Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) a dénoncé, dans une lettre ouverte adressée, le 10 janvier, au chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, la campagne de répression et de persécution judiciaires dont sont victimes plusieurs de ses membres à travers le pays.

La Lucha note que, en effet, depuis le 19 décembre 2020, huit de ses membres, qui prenaient part à une manifestation pacifique appelant au démantèlement de la Monusco, qui a fait preuve d'inefficacité dans sa mission de protection des civils, ont été torturés puis arrêtés par la police. « Ils sont dès lors détenus à la prison centrale de Beni et comparaissent en procédure de flagrance devant le tribunal militaire de Beni alors qu'ils sont tous des civils et n'avaient aucun effet militaire sur eux lors de leur arrestation arbitraire », fait savoir ce mouvement citoyen. Et de noter, par ailleurs, que deux autres de ses militants ont été arrêtés le 7 janvier 2021 pour avoir pris part à des manifestations

pacifiques appelant à la suspension du recouvrement forcé d'une nouvelle taxe de 25 dollars américains instaurée par le gouvernement provincial à l'égard de tout conducteur de moto. Ils sont également détenus, fait savoir cette organisation, au cachot du parquet de grande instance.

Ce mouvement citoyen rappelle, par ailleurs, au président de la République, que les actions citoyennes qu'elle mène sont pacifiques et légales, et répondent au manque criant de sécurité dans la région de Beni. « Les actions citoyennes qui ont conduit à l'arrestation de nos camarades étaient pacifiques et légales et répondaient au manque criant de sécurité dans la région de Beni. », a souligné la Lucha qui rappelle au chef de l'Etat sa volonté de faire du rétablissement de la paix et de la sécurité une des priorités de l'action de sa gouvernance. Vous avez même ordonné, a indiqué ce mouvement, le lancement des opérations militaires le 30 octobre 2019 à Beni pour

protéger les civils et neutraliser les groupes armés qui nous insécurisent.

Notant que ces opérations initiées par le président de la République peinent à sécuriser la population de cette partie du pays, la Lucha note que depuis leur lancement, il y a eu plus de mille deux cents morts et des assaillants encore plus aguerris qu'ils ne l'étaient avant. « Dans ces conditions, il est tout à fait normal que des citoyens s'en plaignent publiquement, qu'ils manifestent pour exiger des actions fortes censées endiguer les violences. Cela ne fait pas d'eux des criminels à tabasser et à persécuter jusqu'à les poursuivre devant des juridictions militaires qui auraient dû plutôt juger ceux qui tuent la population », a relevé la Lucha.

## Un droit garanti par la Constitution et les lois de la République

La Lucha rappelle également à Félix Tshisekedi ses incessantes promesses faites aux Congolais sur le droit et la liberté de manifestation, une des symboliques de l'Etat de

droit. « L'image des jeunes arrêtés, détenus de manière prolongée et poursuivis devant une juridiction militaire pour avoir seulement demandé à vivre en paix ternit largement votre engagement de promouvoir un véritable Etat de droit. Nous ne doutons pas de votre souci et de votre capacité d'engager notre pays sur la voie de l'Etat de droit. Mais nous ne pouvons pas dire autant de ceux qui vous représentent sur toute l'étendue du territoire national », indique la Lucha. Ce mouvement révèle, en effet, que ces jeunes militants subissent cette persécution parce que des autorités locales, en commençant par le maire de la ville de Beni, veulent en découdre avec ces jeunes qui refusent de se taire face aux abus et dérives qu'ils constatent. « Si vous tenez à ce qu'on retienne de vous l'image d'un dirigeant qui a véritablement œuvré à l'instauration d'un Etat de droit dans son pays, vous ne devez pas surveiller que vos actes mais aussi ceux des milliers de vos collaborateurs et représentants qui nécessairement ne partagent pas votre vision et n'ont pas à cœur de vous voir réussir. Tant que des Congolais continueront à être arrêtés pour avoir manifesté, nous ne parlerons

jamais d'Etat de droit », conseille ce mouvement citoyen.

Pour la Lucha, la population de Beni fait partie du peuple de la RDC dont sa protection et son épanouissement est la première mission du président de la République. « La population de Beni fait partie du peuple de la République démocratique du Congo dont leur protection et leur épanouissement est votre première mission de chef de l'Etat. Etre massacré dans la région de Beni est devenu, depuis plus de six ans, une décision de seuls présumés ADF et leurs complices congolais. Ils se choisissent l'endroit, le jour et l'heure pour égorger les enfants du Congo comme si ces derniers étaient dépourvus des parents pour les protéger. Ce sont eux les méchants, pas nous qui en pâtissons et nous battons pour inviter les services publics à faire effectivement leur travail », souligne cette association qui dit attendre du chef de l'Etat, de réparer cette grave injustice en s'impliquant personnellement en vue d'empêcher la forte campagne de persécution qui s'abat sur elle, à Beni. C'est sera, a conclu la Lucha, œuvre de bonne justice, d'humanité et de responsabilité.

Lucien Dianzenza

# ADIAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO

www.adiac.tv



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

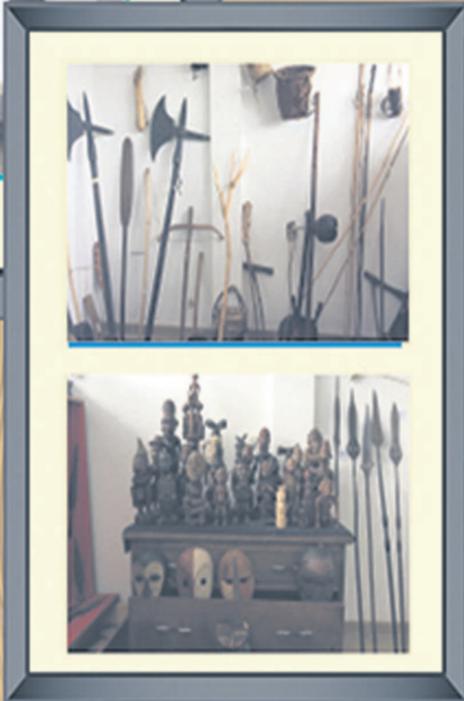
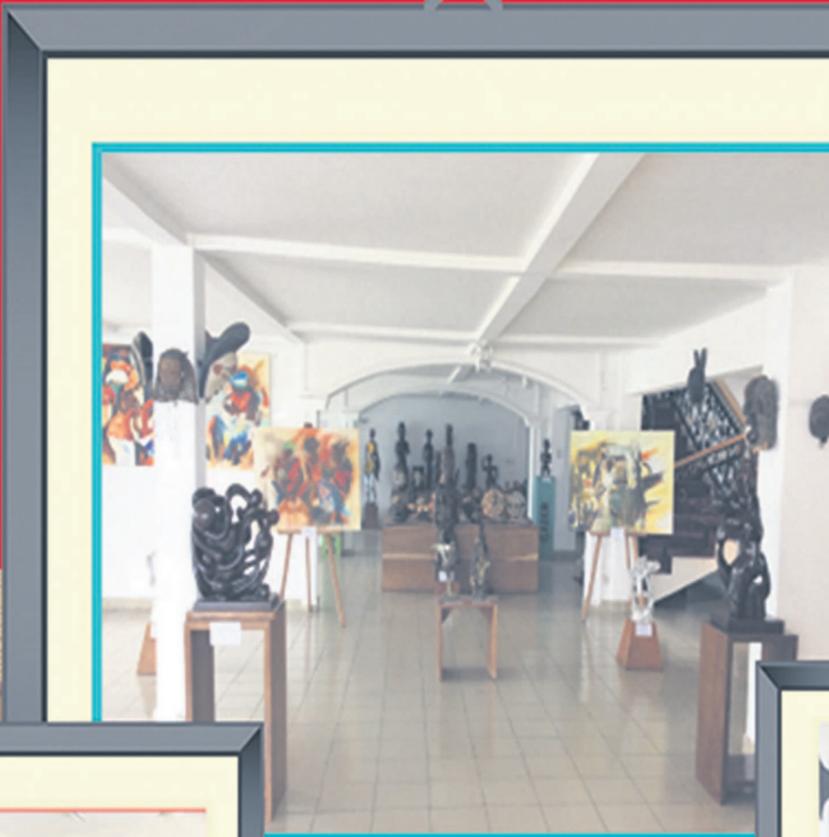
SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

Musée  Congo  
du Bassin du Congo



ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

DGSP

# Les unités opérationnelles appelées à mieux servir les institutions de la République

Lors de la cérémonie du port d'insignes de grade des unités opérationnelles de la sécurité présidentielle et de la garde républicaine, le 12 janvier à Brazzaville, le colonel Serges Oboa, directeur général de la sécurité présidentielle, a instruit les troupes notamment les nouveaux promus à améliorer la qualité de travail en faveur de la stabilité des institutions du pays.

« Dans quelques semaines, en compagnie des autres composantes de la Force publique, nous travaillerons de façon à ce que tout se passe dans le calme, dans la paix, avant, pendant et après l'élection présidentielle de mars. Notre engagement de loyauté, de disponibilité dans la sécurisation des institutions de la République doit être sans faille », a déclaré le directeur général de la sécurité présidentielle, le colonel Serges Oboa, s'adressant aux promus et à l'ensemble des unités opérationnelles.

Au titre du premier trimestre 2021, il y a eu 192 promus



Revue des troupes composées, entre autres, des promus.

**Au titre du premier trimestre 2021, il y a eu 192 promus parmi lesquels 25 officiers supérieurs, 26 officiers subalternes, 141 sous-officiers...**

parmi lesquels 25 officiers supérieurs, 26 officiers subalternes, 141 sous-officiers... La cérémonie de port d'in-

signes de grade, sous la houlette du colonel Serges Oboa, s'est tenue dans le strict respect des mesures barrières visant à lutter contre la pandémie de covid-19. L'échantillon des 30 promus ont procédé au port de grade par eux-mêmes contrairement au rituel habituel, d'avant la pandémie, qui voudrait que

les plus haut gradés les leur fassent porter. La distanciation physique une des mesures barrières contre la covid-19 a modifié la formule. L'année 2020 a été difficile, selon le directeur général de la sécurité présidentielle du fait de la pandémie et des mesures restrictives qui en découlent sans nul doute.

« Ce qui n'a pas pu être achevé l'année dernière le sera cette année », espère-t-il. A ceux qui n'ont pas été promus, le colonel Serges Oboa a exhorté à redoubler d'efforts en étant pleinement conscients de leur serment, de leur engagement à servir la République.

**Rominique Makaya**

PRÉSIDENTIELLE 2021

## Denis Sassou N'Guesso candidat de la majorité présidentielle

Les partis politiques de la majorité présidentielle ont désigné le 12 janvier à Brazzaville, le président Denis Sassou N'Guesso comme leur candidat au scrutin présidentiel de mars prochain.

« Sous l'impulsion du chef de l'Etat, le Congo a enregistré des avancées notables qui constituent des jalons inestimables pour un développement harmonieux du pays. Au niveau international, il jouit d'une grande notoriété. Au regard de ces atouts, la majorité présidentielle déclare unanimement, que le président Denis Sassou N'Guesso est son candidat à l'élection présidentielle de mars 2021. Ainsi, il l'invite à faire acte de candidature »,



Les responsables des partis de la majorité présidentielle

indique une déclaration de la majorité présidentielle publiée à l'issue de son assemblée générale.

Les partis de la majorité présidentielle ont rassuré le chef de l'Etat de leur soutien moral, matériel et financier. Ils appellent leurs militants et sympathisants à soutenir cette candidature en vue de lui offrir « une victoire éclatante » à cette élection.

Le président par intérim de la majorité présidentielle, Pierre Moussa, a demandé à l'ensemble des partis de cette coalition d'aller à cette échéance en rangs serrés.

**Firmin Oyé**